



**SYNDICAT CNT SANTÉ-SOCIAL ÉDUCATION 44**

**06 21 74 09 09**

17 RUE Paul Bellamy Nantes

**Blanquer partout, Pédagogie nulle part !**

Après deux années plus que difficiles au niveau des conditions de travail dans nos écoles, les directives qui redescendent de nos hiérarchies sont la continuité de la politique des évaluations des élèves.

Chronophages au détriment des apprentissages, stressantes, fragilisantes et nuisibles pour les élèves, ces évaluations servent à valider la politique de Blanquer qui interprète les résultats comme bon lui semble. Cette mainmise sur l'enseignement s'accompagne de plus en plus d'attaques à peine déguisées de notre liberté pédagogique (quasi imposition de manuels et de méthodes. . . ). C'est aussi une politique du chiffre pour les enseignant.e.s à qui on demande « des résultats » suite aux classes dédoublées.

Dans l'article 1 de la loi Blanquer, il y a une définition du métier visant à imposer à tou. te.s les enseignant.e.s un devoir de réserve. Blanquer sort un livre qu'il présente ainsi : « Je fais et ferai tout pour que cette épidémie ait eu au moins ce mérite : nous obliger à retrouver le sens de l'Ecole. I l y a encore dix-huit mois, avant que le virus ne barre le chemin des salles de classe aux enfants, l'effet de l'habitude avait comme dilué ce sens. » Quelle vision horrible de nos pratiques ! La politique managériale et méritocratique en cantonnant le métier de professeurEs à celui d'agent de tri social, entrave la circulation des savoirs et savoirs faire tout en renforçant le contrôle et l'abrutissement par la promotion de l'évaluation et du tout numérique . Les gouvernements organisent l'évaluation et la précarité des personnels et des élèves pour baionner, instaurer la compétion et la peur et maintenir la hiérarchie. Ils saccagent l'école, et veulent en faire porter la responsabilité aux premièrEs de cordée pour mieux les culpabiliser, les fragiliser, les faire obéir ! C'est inadmissible ! Débarassons nous de cette politique de l' évaluation ! Cela ne nous empêchera pas de nous impliquer dans un accompagnement sérieux et réfléchi, ni d'informer nos élèves sur les constats que nous pourrions leurs apporter au regard de ce qu'iels expriment, produisent, fabriquent pendant qu'iels apprennent. Nous libérer de cette politique nous permettrait de redonner du sens aux contenus d'apprentissage et par là en faciliter l'appropriation !

Cette politique de mépris doit cesser et Blanquer et les autres doivent partir !

Depuis des années, nous réclamons pour l'école plus de professeur.e.s et de remplaçant.e.s pour avoir des classes moins chargées. Nous voulons des véritables RASED, une reconnaissance du métier d'AESH, l'ouverture de structures type IME avec des personnels en nombre conséquent, plus de classes et de locaux pour accompagner et valoriser la différence au lieu de la hiérarchiser.

Pour cela, il faut une véritable politique tournée vers l'Ecole et les Services Publics. Tout l'opposé de la politique libérale de Blanquer qui se targue de faire des économies sur le budget (plusieurs fois 200 millions d'euros). Dans le même temps, l'inflation augmente et on s'les gèle avec un point d'indice qui ne bouge plus depuis plus de dix ans !

Macron s'y met aussi. Depuis Marseille, toutes ses réformes capitalistes reviennent. Il n'abandonne pas son projet de réforme des retraites pour nous faire travailler plus longtemps.

Pour l'école, le président de la République a annoncé un statut dérogatoire spécial pour 50 écoles marseillaises dès la rentrée 2022. Dans ces écoles, les directeurs et directrices choisiront les enseignants et disposeront d'une large autonomie pour adapter les horaires, les rythmes scolaires avec la participation "d'acteurs extrascolaires". L'école libérale : faire porter sur les enseignant.e.s les échecs sociaux de la politique d'austérité des différents gouvernements depuis plus de 30 ans.

Au lieu de donner plus de moyens pour l'école, on donne plus de moyens. . . pour faire pression sur les équipes ! Dans l'intérêt des élèves, les responsabilités doivent être partagées, les équipes doivent s'autogérer. Les directeurs et directrices doivent rester des collègues et non pas des DRH, ce qui dégraderait nos conditions de travail dans les écoles. Direction collégiale !

Pour dire non à ce cauchemar ! Pour redonner du sens aux contenus d'apprentissage !

Pour une autre école, pour un recrutement massif, pour des salaires de ministre pour toutEs! A bas les privilèges ! A bas les chefFEs !

Toutes et tous en grève jeudi 23 septembre !

Avec les autres secteurs le 5 octobre et le 19 octobre avec les AESH !